

**Politique étrangère**

Les élus se déchirent sur le sponsoring de Philip Morris

Les accointances du DFAE avec le géant du tabac font tousser jusqu'à l'OMS. Le parlement s'emparera du dossier à la rentrée

Philip Morris restera-t-il l'un des principaux sponsors du Pavillon suisse à l'Exposition universelle de Dubaï en 2020? Les grandes manœuvres ont commencé pour tenter d'évincer le géant du tabac, dont le siège opérationnel est à Lausanne. Le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et son organe de promotion Présence Suisse font face à la polémique depuis que ce partenariat à 1,8 million de francs a été dévoilé par les journaux alémaniques du groupe CH Media. Aux critiques de politiques et d'organes de prévention se sont ajoutées celles de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), bien décidée à faire respecter l'interdiction de la promotion du tabac lors de tels événements (*lire encadré*).

L'affaire est remontée jusqu'au plus haut niveau de l'État. «Le conseiller fédéral Cassis n'est pas informé en détail sur la situation de sponsoring pour l'Expo Dubaï 2020, explique le DFAE. Il va étudier les partenariats prévus, en particulier celui de Philip Morris, analyser la situation et vérifier les possibilités ou les besoins d'action. Il décidera ensuite des éven-

tuels mesures.»

Philip Morris, pour sa part, n'entend pas renoncer à sa présence aux Émirats arabes unis. Le partenariat prévu avec le Pavillon suisse est conforme aux directives et règlements applicables à l'Expo, estime le cigarettier. Il affirme vouloir présenter à Dubaï «sa vision du futur pour remplacer la cigarette».

Calmy-Rey perplexe

L'affaire rebondit aussi au parlement, car l'exposition de Dubaï n'est pas le seul partenariat controversé. Le cigarettier américain était aussi un «Gold Sponsor» lors de l'inauguration de l'ambassade de Suisse à Moscou, en juin, et a versé 45 000 francs, selon le «Tagess-Anzeiger». «J'ai décidé de mettre cette question à l'ordre du jour de notre prochaine séance les 12 et 13 août», affirme Elisabeth Schneider-Schneiter (PDC/BL),

«D'une certaine manière, on est en train de privatiser notre politique étrangère»

Carlo Sommaruga

Conseiller national (PS/GE)

présidente de la Commission de politique extérieure du National.

À Berne, l'affaire divise. «Il n'est pas possible pour la Suisse d'investir chaque année plusieurs millions dans la prévention du tabagisme et d'abandonner ensuite son pavillon de l'expo à la publi-

cité en faveur du tabac», s'énerve Martina Munz (PS/SH).

Ignazio Cassis en prend aussi pour son grade. Pour Carlo Sommaruga (PS/GE), il s'agit d'un cas «choquant» qui s'ajoute à plusieurs autres depuis qu'il est à la tête du DFAE. «Il y a eu sa visite de Glencore en Afrique, avec le tweet de promotion, la nomination de Peter Brabeck, ancien CEO de Nestlé, à la tête d'une fondation et celle d'un cadre actuel de Nestlé comme numéro deux de la DDC (*ndlr: Direction du développement et de la coopération*). Partout, les multinationales sont à la manœuvre pour construire la politique et l'image de la Suisse. D'une certaine manière, on est en train de privatiser notre politique étrangère.»

Ancienne ministre socialiste responsable du DFAE, Micheline Calmy-Rey dit aussi «ne pas comprendre ce partenariat avec Philip Morris». Et de nous rappeler qu'à l'époque où elle était au Conseil d'État genevois elle avait agi avec ses collègues pour ne pas favoriser l'implantation du siège du cigarettier BAT à Genève. «Nous étions conscients du dégât d'image alors que Genève accueille l'OMS.»

Les critiques ne se cantonnent pas à la gauche. «Lorsqu'il s'agit de manifestations privées, je peux comprendre que de tels sponsorings aient lieu sous certaines conditions, réagit Benjamin Roduit (PDC/VS). Mais lorsqu'il s'agit d'événements soutenus par les collectivités publiques, il faut l'éviter. Le tabac n'est pas un pro-



duit comme un autre. Et les principes de protection de la santé doivent prévaloir.»

À droite, les protestations du centre gauche ne font pas vraiment effet. «C'est ridicule, lâche Roland Büchel (UDC/SG). C'est l'été et les médias font mousser une affaire qui n'en est pas une au nom d'une certaine moralité.»

Pour Laurent Wehrli (PLR/VD), «tout est dans la mesure». «Je n'ai pas un problème particulier avec le sponsoring public-privé. Au contraire, je le salue lorsqu'il s'agit de réduire la facture pour le contribuable. Philip Morris est une entreprise basée en Suisse et je ne vois pas pourquoi on devrait faire de l'ostracisme et lui interdire de faire

des partenariats. Je le dis comme non-fumeur. La limite, pour moi, est qu'il ne doit pas y avoir de vente de cigarettes dans le stand suisse. La fumée tue, mais les voitures aussi, de même que le vin ou l'excès de sucre. Si l'on suit cette logique, alors il faut tout interdire.»

Pour Damian Müller (PLR/LU), «tant que les règles sont respectées, je ne vois pas le problème». Les règles justement, quelles sont-elles? «Dans sa décision concernant le sponsoring à Dubaï, le parlement n'a pas fixé de règle en dehors d'objectifs chiffrés, précise le DFAE. Mais dans la définition des offres, Présence Suisse veille à la proportionnalité et à la représentativité. Pour Dubaï, les

partenaires principaux représentent au maximum 12% chacun.»

Selon nos informations, il existe pourtant depuis septembre 2017 un manuel de parrainage édité par Présence Suisse. Mais le document laisse place à une grande marge d'appréciation. C'est en raison de cette zone grise qu'Elisabeth Schneider-Schneiter souhaite rediscuter la question. «Il ne s'agit pas de Philip Morris, mais de la problématique du sponsoring en général. Il faut être prudent et clarifier les règles. Le risque est que cela donne une mauvaise image de la politique à la population.»

Florent Quiquerez Berne



Pour 1,8 million de francs, Philip Morris devient le sponsor principal du Pavillon suisse de l'Exposition universelle de Dubaï.



Un partenariat contraire à un accord signé en 2011

● La polémique sur les accointances entre l'industrie du tabac et la Suisse éclate alors que doit être publié en fin de semaine le rapport 2019 de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur l'épidémie mondiale de tabagisme. Ce qui ne tombe pas très bien pour Ignazio Cassis. Les chiffres contenus dans le document de 200 pages présenté lundi à Genève sont sous embargo jusqu'à vendredi, jour de leur présentation officielle à Rio de Janeiro, au Brésil. Mais sans trahir de grand secret, on peut d'ores et déjà écrire que la Suisse ne figurera pas, cette fois encore, parmi les bons élèves de la lutte contre le tabagisme. Le financement du pavillon suisse à l'exposition universelle de Dubaï par Philip Morris n'a donc pas fini de faire des vagues et d'écorner l'image de la Confédération au sein des instances multilatérales

de la Genève internationale qu'elle s'emploie à défendre. La contradiction fait d'autant plus mal que le partenariat noué avec le cigarettier à Dubaï viole une règle adoptée en 2011 et que la Suisse ne pouvait ignorer. Le Bureau international des expositions (BIE), qui organise l'exposition universelle 2020, a signé un accord avec l'OMS pour que les industriels du tabac ne puissent pas se greffer sur cet événement pour promouvoir leurs produits. «Leur présence a été prohibée, souligne le Dr Vinayak Prasad, gestionnaire de programme au sein de l'Unité de lutte antitabac de l'OMS. L'accord a été signé en septembre 2011, après l'exposition universelle de Shanghai.» L'OMS a fait savoir qu'elle comptait faire respecter cette règle, qui engage tous les participants.

Vendredi dernier, Margaret

Harris, porte-parole de l'OMS, a déjà procédé à une mise au point après la diffusion d'un courrier de l'ancien directeur général de l'ONU à Genève, Michael Møller, appelant à une approche «plus nuancée» que celle de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac imposant «d'exclure totalement l'industrie du tabac de tout contact avec le système des Nations Unies». «Il existe un conflit fondamental et irréconciliable entre les intérêts de l'industrie du tabac et les intérêts de la politique de santé publique», a-t-elle rappelé, soulignant que les cigarettiers n'avaient eu de cesse, ces dernières années, d'essayer d'infléchir les positions des gouvernements et de l'OMS.

Alain Jourdan